

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 20 au 24 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BEAC fait évoluer son approche concernant les fonds de restauration des sites extractifs (RES).
- **Cameroun** : le gouvernement anticipe 180 Mds FCFA de recettes supplémentaires avec la hausse des prix du pétrole.
- **Centrafrique** : le gouvernement plaide pour un délai des réformes du programme FMI.
- **Congo** : le pays sollicite 25 M EUR auprès de la BEI pour adhérer à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATIDI).
- **Gabon** : l'État obtient 1 Md USD auprès de Trafigura via un préfinancement adossé à ses revenus pétroliers.
- **Tchad** : conclusion d'un accord-cadre avec l'Algérie pour la construction d'une raffinerie.
- **RDC** : la pénurie mondiale d'acide sulfurique menace la production du cuivre en RDC.
- **São Tomé-et-Principe** : le gouvernement signe un mémorandum d'entente avec la France pour le projet BIOFLOR+.

Régional

Fonds de restauration des sites extractifs en CEMAC : évolution du cadre de dialogue

Après plusieurs années de discussions avec les opérateurs pétroliers et miniers, la BEAC a décidé de faire [évoluer](#) son approche concernant les fonds de restauration des sites extractifs (RES). En marge des Réunions de printemps 2026 du FMI et de la Banque mondiale à Washington, son gouverneur, Yvon Sana Bangui, a souligné la nécessité de disposer d'informations plus transparentes et partagées sur les montants provisionnés et leur localisation. Constatant des appréciations divergentes sur l'ampleur des fonds RES, la BEAC a pris acte des limites du dispositif centralisé jusque-là mis en œuvre au nom des États de la CEMAC et a indiqué que ceux-ci engageraient désormais des démarches bilatérales, certains pays comme le Tchad et le Gabon ayant déjà entamé des démarches.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1 Md USD

Montant obtenu par le Gabon via un préfinancement adossé aux revenus pétroliers

Cameroun

Le gouvernement anticipe 180 Mds FCFA de recettes supplémentaires avec la hausse des prix du pétrole

Selon le ministère des Finances, la hausse des prix du pétrole en lien avec le conflit au Moyen-Orient pourrait [générer](#) des recettes budgétaires additionnelles. Dans l'hypothèse d'un prix moyen du baril de 100 USD en 2026, le surplus de recettes pétrolières atteindrait environ 180 Mds FCFA par rapport aux prévisions de la loi de finances. Cette hausse serait captée via les redevances versées par la Société nationale des hydrocarbures (SNH) et l'impôt sur les sociétés pétrolières. En parallèle, la

dépendance du Cameroun à l'égard des importations de carburant pourrait accentuer l'inflation importée. Le ministère précise que le montant des subventions à la pompe pourrait alors augmenter, mais à un rythme plus lent que celui des recettes pétrolières. Un collectif budgétaire pourrait ainsi être envisagé afin d'intégrer ces recettes supplémentaires et d'actualiser les hypothèses d'inflation.

Démarrage du 4ème recensement général de la population

Les opérations du 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-4) ont officiellement [débuté](#) ce 24 avril 2026 et devraient s'étaler sur 35 jours. Piloté par le Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BUCREP), ce recensement mobilise environ 32 000 agents afin d'actualiser des données démographiques — le dernier recensement remontant à 2005. Doté d'un budget de 13,28 Mds FCFA, dont 7 Mds [financés](#) par la Banque mondiale via son programme régional d'harmonisation des statistiques en Afrique, le RGPH-4 innove par son couplage avec le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE), dont la dernière édition remonte à 1984, et par son approche hybride combinant dénombrement classique et méthodes numériques pour les zones difficiles d'accès. Cette opération devrait permettre au gouvernement de disposer d'une base de données fiable pour mieux orienter les politiques publiques, planifier les infrastructures à l'horizon 2030, réviser les cartes électorales et préparer le dividende démographique, après plus de vingt ans de planification fondée sur de simples projections.

Centrafrique

Le gouvernement plaide pour un délai des réformes du programme FMI

Le 17 avril 2026, en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, le ministre des Finances et du Budget de la République centrafricaine s'est [entretenu](#) avec le directeur du Département Afrique du FMI. Les échanges ont permis de faire le point sur l'avancement du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de 107 Mds FCFA (environ 191,4 M USD). À cette occasion, le ministre a souligné l'importance d'un délai supplémentaire afin de permettre l'aboutissement des réformes dans des

conditions optimales, alors que le programme est actuellement prévu pour s'achever en juin 2026. Cette demande intervient dans un contexte où, en juin 2025, le FMI avait [indiqué](#) que seules trois des six cibles de performance quantifiées fixées pour 2024 avaient été atteintes, mettant en évidence des retards sur des objectifs clés tels que le déficit primaire intérieur et le financement intérieur net.

Congo

Le Congo sollicite 25 M EUR auprès de la BEI pour adhérer à l'ATIDI

La République du Congo cherche à renforcer son intégration dans le système financier africain en [sollicitant](#) un prêt de 25 M EUR auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour financer son entrée au capital de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATIDI). Cette démarche vise à renforcer les mécanismes de garantie contre les risques liés au commerce et à l'investissement. Le projet consiste à financer la contribution en capital de la République du Congo au sein de l'ATIDI, ce qui lui permettra d'accéder à des instruments de garantie et d'assurance pour soutenir les investissements publics et privés dans le pays. Cette opération vise à stimuler le secteur privé local, notamment les micros, petites et moyennes entreprises, en facilitant leur accès au financement du commerce et de l'investissement, tout en attirant davantage d'investissements directs étrangers.

Le Congo mandate Rothschild & Co pour améliorer sa notation souveraine

Le Congo a officiellement [mandaté](#) la banque d'affaires Rothschild & Co pour l'accompagner dans l'amélioration de sa notation de crédit souveraine. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale visant à restaurer la crédibilité financière du pays auprès des investisseurs internationaux et à sortir de la catégorie des émetteurs dits à « haut risque » et dont la note souveraine de CCC+ avait été confirmée par S&P Global Ratings en janvier 2026.

15 Mds FCFA supplémentaires mobilisés dans le cadre du PAGIR

Lancé en 2023 avec un budget initial de 42 Mds FCFA financé par la Banque mondiale, le Programme d'accélération de la gouvernance institutionnelle et des réformes (PAGIR) arrive à son terme, mais ses résultats jugés probants ont conduit le gouvernement congolais

à solliciter un financement [additionnel](#) de 15 Mds FCFA. Réuni le 15 avril 2026 à Brazzaville, le Comité de pilotage a examiné le rapport d'exécution 2025 et adopté le plan de travail et le budget 2026, qui visent à améliorer la gestion des finances publiques, renforcer la mobilisation des ressources et optimiser les dépenses, notamment dans la santé et l'éducation, jusqu'en 2027.

Thalair ouvre sa filiale « Brazza Airlines » pour capter le trafic aérien domestique

Le groupe français Thalair, filiale du groupe Dexfly, a officiellement [lancé](#) sa nouvelle compagnie aérienne, Brazza Airlines, en République du Congo le 13 avril 2026. Cette initiative vise à dynamiser le transport aérien intérieur en améliorant la connectivité entre les principales villes du pays. Elle ambitionne ainsi de répondre aux besoins croissants de mobilité nationale, avec comme axe prioritaire la liaison Pointe-Noire–Brazzaville.

Gabon

L'État obtient 1 Md USD auprès de Trafigura via un préfinancement adossé à ses revenus pétroliers

Le Gabon a [conclu](#) le 10 avril 2026 avec le négociant suisse Trafigura un accord portant à la fois sur la commercialisation de la part de production pétrolière revenant à l'État (profit oil) et sur un préfinancement de 1 Md USD (environ 610 Mds FCFA), d'une maturité de sept ans. L'opération a suscité un intérêt massif des investisseurs internationaux, avec plus de 3,3 Mds USD d'offres reçues, soit un taux de souscription supérieur à trois fois le montant cible. Trafigura a qualifié cette transaction de « la plus rapide jamais réalisée pour une opération de cette taille dans l'histoire de l'entreprise ». Le dispositif, élaboré en coordination avec la Gabon Oil Company, repose sur un mécanisme compétitif d'appel d'offres destiné à maximiser la rentabilité des ventes de brut. L'État conserve néanmoins une part significative de ses revenus pétroliers après déduction progressive des avances, le préfinancement ayant été conclu sans nantissement des cargaisons. Cette opération permet à l'État de sécuriser des liquidités immédiates en contournant les marchés obligataires, sur lesquels le Gabon emprunte à un coût qualifié de niveau de détresse par la Banque mondiale (12,70 %), dans un contexte de dette publique atteignant 82,6 % du PIB en janvier 2026.

Le recours à un préfinancement pétrolier de cette ampleur engage toutefois les revenus futurs du pays sur sept ans, réduisant d'autant les marges de manœuvre budgétaires sur la période. Le montage a été structuré côté gabonais par la banque d'affaires Rothschild & Co, avec l'appui du cabinet ivoirien Algest Consulting, et s'inscrit dans une stratégie plus large visant à réapprovisionner les réserves de change du pays auprès de la BEAC, avant d'engager des négociations en vue d'un programme formel avec le FMI.

La Holding ACK rachète Colas Gabon, filiale de Bouygues, et prend le contrôle du marché de la construction routière

La Holding ACK S.A., groupe gabonais dirigé par Alain-Claude Kouakoua, a [annoncé](#) le 19 avril 2026 la signature d'un accord portant sur le rachat de 90 % du capital de Colas Gabon, filiale du groupe français Bouygues implantée dans le pays depuis plus de 76 ans. L'État gabonais conserve ses 10 % restants. L'opération, dont la finalisation est prévue à l'été 2026, porte sur l'ensemble des activités : carrières, centrales à enrobés, laboratoires de contrôle qualité, ainsi que les 254 collaborateurs de l'entreprise. Colas Gabon dispose d'un carnet de commandes évalué à 76 Mds FCFA, incluant notamment la réhabilitation de l'axe Bifoun-Lambaréné et la modernisation des voiries de Franceville. Pour la Holding ACK, déjà présente dans les travaux publics, le transport d'hydrocarbures et la logistique via ses filiales Mika Services, Transform' et Soleo, cette acquisition marque une montée en puissance et la positionne comme le premier acteur national de la construction routière au Gabon. L'opération intervient dans un contexte de dynamisme exceptionnel du secteur, dont le chiffre d'affaires a bondi de +61,8 % au 4e trimestre 2025, et illustre la montée en puissance d'opérateurs nationaux sur des segments historiquement dominés par des groupes étrangers.

Tchad

Conclusion d'un accord-cadre avec l'Algérie pour la construction d'une raffinerie

Le groupe algérien Sonatrach et le ministre tchadien de l'énergie ont [signé](#) le 23 avril 2026 un ensemble d'accords énergétiques, dont un [accord-cadre](#) pour la construction d'une raffinerie de 20 000 barils/jour, extensible à 50 000 barils/jour au Tchad. Cet accord s'inscrit dans la stratégie de renforcement des capacités de transformation locale du brut tchadien, en complément de la raffinerie de Djermaya, d'une

capacité de 20 000 barils/jour, opérée par CNPC International Chad. Dans un contexte de volatilité des marchés et de contraintes logistiques, le Tchad souhaite réduire sa dépendance aux importations de produits raffinés, sécuriser ses approvisionnements et bénéficier d'un transfert de compétences techniques de l'Algérie afin de structurer sa filière locale. Pour mémoire, la production locale issue de la raffinerie de Djermaya assure une part importante de l'approvisionnement du pays en gasoil et en essence, respectivement à hauteur de 42 % et 33 % de la consommation.

RDC

La 9^{ème} semaine française de Kinshasa a réuni décideurs et investisseurs pour approfondir la question de partenariat et coopération bilatérale

La neuvième édition de la [semaine française de Kinshasa](#) (SFK) s'est tenue du 22 au 24 avril 2026 au Pullman Kinshasa Grand Hôtel, sous le thème « RDC-France : perspectives partagées ». Organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise (CCIFC) avec le soutien de Business France, du MEDEF International et de l'Agence française de développement (AFD), la manifestation a accueilli une délégation d'une centaine d'entreprises, dont une trentaine venue spécialement de France. Au programme, conférences sectorielles, rencontres B2B, master-classes et stands d'exposition, couvrant six axes prioritaires : mines, énergie, environnement, logistique, ville durable et numérique. La SFK s'inscrit dans le prolongement d'une feuille de route bilatérale récemment conclue entre Kinshasa et Paris, qui définit quelques domaines prioritaires de coopération pour les années à venir. L'Ambassadeur de la France en RDC a souligné l'importance stratégique de la RDC dans la transition énergétique mondiale, notamment pour ses ressources en cobalt et en cuivre. Les activités comprennent également une dimension de réseautage et d'échanges culturels, inscrite dans une logique de promotion des partenariats et de découverte d'opportunités. La présence de représentants de la SNEL et de la REGIDESO a également facilité l'exploration de partenariats public-privé dans les secteurs stratégiques de l'énergie et de l'eau.

La pénurie mondiale d'acide sulfurique menace la production du cuivre en RDC

La guerre en Iran et la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz au trafic de soufre [privent](#) le marché mondial d'environ la moitié des volumes acheminés du Moyen-Orient, matière première indispensable à la fabrication de l'acide sulfurique. L'Afrique dépendait de cette zone pour près de 50 % de ses importations de soufre en 2025. Or, environ 20 % de la production mondiale de cuivre repose sur un procédé hydro-métallurgique de lixiviation qui consomme de l'acide sulfurique, et cette proportion est encore plus élevée en RDC. Plusieurs producteurs majeurs (CMOC, Glencore, Eurasian Resources Group) voient leurs commandes de produits chimiques annulées ou sont contraints de rationner leurs stocks. La Chine, premier exportateur mondial d'acide sulfurique (environ 4,6 M tonnes en 2025), préparerait une suspension de ses expéditions à partir de mai 2026 pour privilégier ses besoins agricoles, ce qui pourrait se prolonger jusqu'à la fin de l'année. La perte annuelle de volumes chinois est évaluée à environ 2,8 M tonnes, que les autres exportateurs ne pourront compenser que très marginalement. Cette double pression a déjà fait grimper les prix de l'acide sulfurique de 44 % en un mois au Chili, premier producteur mondial de cuivre. Les coûts logistiques vers la Copperbelt s'envolent également, le soufre livré Dar-es-Salaam étant désormais acheminé jusqu'à Kolwezi pour environ 900 USD la tonne. Dans ce contexte, plusieurs entreprises réduisent leur consommation de produits chimiques et se préparent à ralentir leur production.

Sao Tomé-et-Principe

L'AFD marque son retour dans l'archipel avec un don de 2 M EUR pour le projet BIOFLOR+

Les gouvernements français et santoméen ont [signé](#) le 18 avril 2026 un mémorandum d'entente portant sur le projet BIOFLOR+, financé par un don de 2 M EUR de l'Agence française de développement (AFD). Mis en œuvre par l'ONG française Nitidæ, ce projet vise à renforcer les capacités commerciales des communautés agricoles autour des filières d'exportation comme le cacao, la vanille, la noix de coco ou le poivre tout en préservant les écosystèmes forestiers et la

biodiversité. L'ambassadeur de France, Fabrice Mauriès, a souligné que BIOFLOR+ marque le retour de l'AFD à São Tomé-et-Príncipe après une longue période d'absence. Présente dans l'archipel depuis 1976, l'Agence y a investi plus de 26 M EUR dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'environnement et de l'agriculture. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de développement durable 2026-2040 adoptée par l'archipel à la suite de sa sortie du statut de PMA en décembre 2024, et conforte le positionnement du pays comme premier État au monde dont l'intégralité du territoire est classée Réserve de biosphère par l'UNESCO.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann. en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			Dettes extérieures (en % PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Cameroun	3,5	3,8	4,1	4,5	3,7	3,3	-1,5	-0,8	-1,2	42,8	37,9	36,3	-3,1	-3,4	-3,9	27,0	25,9	24,8
Centrafrique	1,9	3,0	3,3	1,5	4,6	3,3	-5,1	-2,5	0,0	60,7	57,1	52,5	-9,1	-7,1	-4,1	30,9	31,1	28,1
Congo	2,1	2,7	2,8	3,1	3,6	3,2	3,6	3,2	2,2	98,0	93,1	89,9	0,1	-5,9	-7,0	36,3	32,5	29,4
Gabon	3,4	1,9	2,6	1,2	1,4	2,5	-3,8	-5,4	-7,2	72,7	76,2	82,0	4,0	1,8	-0,3	32,2	31,3	29,1
Guinée Equatoriale	0,9	-1,6	0,5	3,4	2,9	2,9	-0,6	-1,3	-2,0	36,4	36,6	38,1	-3,3	-3,0	-3,8	6,8	5,1	5,0
Tchad	3,5	3,3	3,6	5,1	4,0	3,6	-2,1	-1,5	-2,4	32,7	31,5	32,5	1,0	-2,3	-2,9	16,6	17,1	18,7
CEMAC	3,0	2,8	3,3	3,8	3,3	3,2	-1,4	-1,3	-1,9	52,5	49,6	49,4	-1,1	-2,7	-3,5	25,3	24,2	23,2
RDC	6,5	5,3	5,3	17,7	8,8	7,1	-1,5	-2,2	-1,6	22,5	19,1	14,6	-3,9	-3,3	-2,1	14,4	15,5	16,7
Sao Tomé	1,1	2,9	4,7	14,4	9,7	7,0	0,9	1,1	2,3	64,8	51,4	45,4	-1,9	-3,3	-3,6	33,3	29,2	25,6

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

Mar-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole (Brent (USD/barils))	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	96	3	3	7	1103	404	639
Variation mensuelle (%)	41%	-16%	-10%	4%	6%	-2%	-2%
Variation annuelle (%)	35%	-26%	-60%	-17%	3%	7%	3%
Variation sur 5 ans	50%	19%	32%	100%	7%	-3%	-4%
Variation sur 10 ans	156%	79%	5%	112%	54%	4%	-6%

Mar-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton (USD/kg)	Caoutchouc naturel (USD/kg)	Aluminium (USD/mt)	Fer (USD/tmsu)	Cuivre (USD/mt)	Or (USD/once troy)
Valeur	2	2	3373	104	12529	4856
Variation mensuelle (%)	4%	6%	10%	6%	-3%	-3%
Variation annuelle (%)	-1%	1%	27%	4%	29%	63%
Variation sur 5 ans	-16%	1%	54%	-38%	39%	183%
Variation sur 10 ans	18%	64%	120%	86%	153%	290%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5ème édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).